

## UN MEILLEUR ENSEIGNEMENT : « NOUS LE POUVONS SI NOUS LE VOULONS »



Tous les enseignants connaissent **Robert Deschamps**, Professeur d'Économie aux facultés universitaires Notre-Dame de la Paix de Namur, et reconnu comme étant un des grands spécialistes des finances des entités fédérées. Voilà des années que l'homme analyse et décortique le budget de notre Fédération Wallonie-Bruxelles. Aux syndicats qui réclament un refinancement de l'enseignement et plus de moyens pour des politiques nouvelles, il répond que, **non, nos établissements scolaires ne manquent pas d'argent.** « *Les performances de notre enseignement obligatoire ne sont pas brillantes au vu de comparaisons internationales. Cet enseignement est pourtant parmi les mieux financés, et le taux d'encadrement est particulièrement généreux.* »

### NE PAS FAIRE PLUS... MAIS FAIRE MIEUX!

Vous avez du mal à le croire? L'économiste, qui vient de publier un [rapport](#) au nom du Centre de recherche en économie régionale et politique économique (Cerpe), avance pourtant des chiffres très intéressants... et propose des [pistes de solutions](#).

Explications avec [Enseignons.be](#)... et petit tour des clichés qui ont la vie dure.

**Le constat** : les résultats de nos élèves - maîtrise de la langue, maths et sciences - ne sont pas brillants... si on se réfère aux dernières enquêtes Pisa. Un léger « mieux » a bien été observé en 2012, mais cela reste timide. **A l'âge de 15 ans, les petits francophones ont déjà une année de retard par rapport à leurs camarades de Flandre.** « *Quant au pourcentage de personnes qui ont un diplôme d'enseignement secondaire supérieur, quelle que soit la tranche d'âge, nous sommes dépassés par une quinzaine de pays industrialisés, dont tous nos voisins.* »

Beaucoup de moyens et de trop faibles résultats : il y a un problème! Les performances ne sont pas à la hauteur des moyens investis.

**Idée reçue n°1 : notre enseignement est sous-financé.** S'il est vrai que les écoles ont dû se serrer la ceinture dans les années 90 (on pense évidemment à la période 1996-1999), il faut noter que le refinancement des Communautés, initié en 2002, s'est élevé jusqu'à 770 millions d'euros en 2014... avec, sur la période 2001-2014, des dépenses qui, elles aussi, ont augmenté : + 2.500 millions d'euros. Ce qui fait dire à Robert Deschamps que « *la volonté légitime de refinancer la Communauté française et son enseignement en 2001 semble avoir induit des revendications de dépenses supplémentaires allant bien au-delà du refinancement obtenu.* »

On note aussi que la part des **dépenses publiques d'enseignement dans le PIB** en Communauté française est supérieure à celle de tous les pays industrialisés, à l'exception du Danemark, de l'Islande et de la Norvège. Même nos voisins flamands, via leurs impôts, investissent moins que nous dans l'éducation : **6,2% contre 6,7% en FWB.** Par ailleurs, l'enseignement obligatoire n'a rien à envier au supérieur : de 1991 à 2013, les dépenses publiques par élève/étudiant ont crû de 14,3% au fondamental et secondaire alors qu'elles diminuaient dans le même temps de 21,7% pour les universités et les hautes écoles.

### UN TAUX D'ENCADREMENT PLUS QUE SATISFAISANT

**Idée reçue n°2 : il n'y a pas assez d'enseignants.** L'économiste namurois s'étonne lorsqu'il entend que nos écoles souffrent d'une pénurie d'enseignants. Il rappelle que, dans le primaire, **le taux d'encadrement (rapport élèves/enseignants) est 16% plus favorable que la moyenne européenne.** Au secondaire, c'est même 27%... ou 40% (!) lorsqu'on compare les chiffres avec nos voisins français, allemands et hollandais. Quid alors? « *Bien sûr, comme dans tous les pays, l'horaire des enseignants ne coïncide pas avec celui des élèves et tous les enseignants ne sont pas en classe.* » Et de noter aussi qu'une partie d'entre eux (12% des profs/directions) n'est pas en fonction... mais en disponibilité (maladie, accidents, DPPP, détachement pédagogique...). Un éloignement des classes qui a un coût : 80-90 millions d'euros... et qui contribue à la pénurie d'enseignants expérimentés.

### UN BUDGET « ENSEIGNEMENT » DÉSÉQUILIBRÉ

**Idée reçue n°3 : nous ne consacrons pas assez de moyens à la créations de nouvelles écoles et à l'entretien de nos bâtiments.** Ceux qui le pensent ont bien raison. Et beaucoup d'enseignants peuvent le prouver. Notre pays consacre une part très importante de son budget « enseignement » aux **dépenses salariales** : 90% approximativement! Le solde, très logiquement, est alloué aux **dépenses courantes dans les écoles** (les fameux moyens de fonctionnement : personnel d'entretien, de cuisine, chauffage, etc.) et aux rafraîchissements/rénovations bien nécessaires parfois.

Et le professeur Deschamps d'affirmer qu'« *on peut raisonnablement tirer une conclusion de ces comparaisons internationales et avec la Flandre : (...) notre enseignement ne souffre en tout cas pas d'une insuffisance de moyens financiers, ni d'un nombre trop faible d'enseignants. Si problème il y a, ce n'est pas là qu'il faut en chercher la cause ni non plus le remède.* »

**Que faire face à tous ces constats? Il n'est pas judicieux de faire plus tant qu'on n'aura pas trouvé le moyen de faire mieux, avec ce que l'on a. Voyez les propositions de Robert Deschamps [ici](#).**